l'Humanité rouge

Prolétaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

jeudi
8 janvier 1976
No 403

1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
No 47 291

PAS DE «GOULASCH», MAIS DES PAINS RÉDUITS EN URSS

Le «goulasch» désigne en langue russe, un bon plat, fait de viande de bœuf et de pommes de terre.

Le «goulasch», c'est l'image qu'avait utilisée Khrouchtchev dans un discours prononcé en avril 1964, où le «communisme du bien-être» était programmé pour 1980 et était présenté comme «ce bon plat qui satisferait tous les gloutons».

Mais la réalité de la restauration du capitalisme en URSS devait aller à l'encontre de ces belles paroles ; non seulement le bœuf devint un produit de luxe, mais les pommes de terre furent également difficiles à se procurer.

Khrouchtchev est tombé et n'a pu goûter ce beau plat ; Brejnev qui lui succéda promit à son tour ce merveilleux plat, en assurant au peuple que l'agriculture serait conduite «sur la voie d'un essor constant».

Or, nous voici onze ans après ces discours «prophétiques», et chacun a pu le constater, l'agriculture soviétique va de mal en pis.

Durant sept des dix dernières années, la production céréalière a été en nette diminution, tandis que 1975 était tout simplement catastrophique. Le rendement moyen par personne étant plus bas que celui de 1964 et même inférieur à celui de 1913, à la fin du régime tsariste.

Quant à la production bovine, elle n'a pas atteint les objectifs fixés par le 9è plan quinquennal, malgré la réduction du taux d'accroissement par rapport au 8è plan.

Mais, diront les défenseurs acharnés du régime des nouveaux tsars, comme on a pu le lire récemment dans l'«Humanité», *«tout cela est dû à des mauvaises conditions climatiques»*.

Qu'est ce que ce «communisme» où l'homme serait incapable de dominer les calamités naturelles ? On croirait entendre M. Bonnet notre ministre de l'Agriculture...

Et d'ailleurs, comment expliquer avec de tels raisonnements que la Chine populaire ait enregistré, malgré des mauvaises conditions climatiques, la 14è bonne récolte consécutive ?

La vérité c'est que le socialisme de ce régime n'est plus qu'un mot, et que la ligne politique de la clique Brejnev a été celle de la restauration du capitalisme dans tous les domaines. La politique «des canons et pas de beurre» visant à l'accélération des préparatifs de guerre de cette superpuissance n'ayant fait qu'aggraver cette situation.

En dix ans, l'URSS a dû importer 70 millions de tonnes de céréales, en 1975, c'est 28 millions de tonnes qui ont été importées. Et comme cela ne suffit pas à combler les 80 millions de tonnes manquant cette année, la nouvelle bourgeoisie bureaucratique n'a eu d'autres solutions que de demander au peuple soviétique de se serrer la ceinture.

C'est ainsi que la presse soviétique a demandé aux boulangeries de «fournir davantage de pains de petites dimensions».

Il est loin le temps du «goulasch» et davantage de petits pains ne s'ajouteront pas pour augmenter le poids.

Une chose est cependant certaine, c'est qu'au-delà de ces savants calculs, la clique dirigeante soviétique ne peut plus cacher sa faillite aux yeux des peuples d'URSS et du monde.

ANGOLA, A la veille de la réunion de l'OUA
l'URSS attise la guerre civile

Du 8 au 12 janvier, les représentants des 46 pays, membres de l'Organisation de l'unité africaine seront réunis à Addis-Abeba. Un seul sujet à l'ordre du jour : l'Angola. Les pays africains vont chercher à se mettre d'accord pour définir une position conforme à l'indépendance de l'Angola et de l'Afrique. De nombreuses voix s'élèvent en Afrique pour dénoncer les interventions diverses qui ont lieu en Angola et exiger le retrait de toutes les troupes et mercenaires étrangers de ce pays. Le chef de la délégation de la Zambie déclarait mardi :

«L'intervention sud-africaine est intolérable, et la Zambie exi ge le retrait immédiat des forces sud-africaines stationnées en Angola. Mais nous croyons aussi que toute forme d'intervention étrangère doit disparaître afin que le peuple angolais soit en mesure de régler lui-même ses actuels problèmes.»

M. Hosni Moubarak, vice-président égyptien, a indiqué que l'Egypte était hostile à toute intervention étrangère dans les affaires de l'Angola.

Dans une déclaration publiée mardi matin par la presse égyptienne, M. Moubarak, qui présidera la délégation égyptienne au sommet africain d'Addis Abeba, a ajouté qu'il fallait laisser au peuple angolais le droit à s'autodéterminer sans intervention des forces étrangères.

L'agence de presse zaïroise AZAP écrit quant à elle :

«La tâche de l'OUA sera de faire arrêter sans délais les combats, de faire évacuer tous les envahisseurs quelles que soient leurs origines et leurs convictions politiques pour laisser aux Angolais le soin de mettre de l'ordre chez eux, selon une procédure chère aux véritables Africains, le dialogue, et arrêter leur inutile lutte fratricide».

Pendant ce temps, l'URSS qui par son intervention massive en hommes et matériel porte la responsabilité de la guerre civile poursuit son entreprise criminelle. Ses livraisons massives d'armes les plus meurtrières, ses conseillers militaires appuient l'offensive d'un des mouvements de libération qui provoque de très nombreuses victimes dans la population. Des milliers de Cubains, agissant pour le compte de l'URSS participent à cette opération. (Article page 2)

Armement soviétique en Angola. Ici un véhicule amphibie hors de combat.

Nouvelle constitution pour le Cambodge nouveau

Le Cambodge a proclamé officiellement lundi une nouvelle Constitution, a annoncé mardi l'agence Chine nouvelle, citant un communiqué diffusé par la radio «Voix du Front uni national du Cambodge».

Ce communiqué, qui a été lu à la radio par le ministre de l'Information et de Propagande cambodgien, M. Hu Nim, précise que la nouvelle loi fondamentale est le fruit d'un effort soutenu déployé depuis la réunion du congrès national spécial les 25 et 26 avril derniers.

Ce congrès avait adopté une résolution soulignant la nécessité de «reconnaître et de respecter» l'aspiration des ouvriers, paysans et soldats révolutionnaires cambodgiens a «établir un Cambodge indépendant, pacifique, neutre et non-aligné, jouissant de la souveraineté et de l'intégrité territoriale», et à «vivre au sein d'une société offrant un authentique bonheur, l'égalité, la justice et la démocratie, une société ou il n'y aura ni riches ni pauvres, pas de classes exploitantes ni classes exploitées, où le peuple tout entier vivra dans une unité nationale harmonieuse, travaillant ensemble pour développer la production, édifier et défendre le pays».

C'est en se fondant sur cette aspiration, souligne le communiqué, que le congrès a élu un conseil chargé de dresser le projet de la nouvelle constitution. Le projet, une fois rédigé, a été l'objet d'un vaste débat national, et c'est sous une forme amendée qu'il a été proposé pour ratification au congrès national.

EN 1976 COMME EN 1975
CHOMAGE ET REPRESSION

278 LICENCIEMENTS CHEZ IMPRIMA

A St-Romain-en-Gier :

L'ensemble du personnel de la société Imprima, à St-Romain-en-Gier dans le Rhône, a été licencié mardi. Imprima qui employait 278 travailleurs est la plus importante imprimerie de labeur de province. Le patronat veut ainsi grossir encore le contingent des travailleurs de l'imprimerie sans emploi.

(Voir p. 4)

LES GENDARMES MOBILES CONTRE LA GREVE D'ESSWEIN A LA ROCHE-SUR-YON

A la Roche-sur-Yon :

Les gendarmes mobiles ont fait évacuer mardi après-midi, l'entreprise Esswein de la Roche-sur-Yon (Vendée) filiale de Thomson-Brandt dont le personnel était en grève depuis le 2 décembre et dont les locaux administratifs étaient occupés depuis le 10 décembre.

Les grévistes ont manifesté mardi en fin d'après-midi dans les rues de la Roche-sur-Yon. (Voir p.4)

Londres : Dans une interview accordée à l'agence «Chine Nouvelle»,

UN ANCIEN SECRÉTAIRE D'ÉTAT BRITANNIQUE DÉNONCE L'AGRESSIVITÉ SOVIÉTIQUE

Ancien secrétaire d'État aux Affaires étrangères britanniques, Chalfont, vient d'accorder une interview au correspondant de l'Agence «Chine Nouvelle». Il y dénonce en termes particulièrement nets la menace croissante que l'agressivité soviétique fait peser sur les pays européens. Les pays ouest-européens, fait-il remarquer en substance, doivent renforcer au lieu de relâcher leur vigilance, leur coopération sur le plan politique et militaire, devant la menace militaire soviétique toujours croissante. C'est là, estime-t-il, la question la plus importante à laquelle fera face l'Europe occidentale en 1976.

Indiquant que *«la pression soviétique est dirigée principalement contre l'Europe»*, **il a souligné que** *«depuis la Conférence d'Helsinki, l'URSS n'a cessé de s'immiscer dans les affaires du Portugal et de l'Angola. Il n'existe aucune détente... la confrontation entre les superpuissances, URSS et USA, constitue un grand danger. Elles engagent toutes deux une course aux armements. D'après moi, l'agression proviendra de l'Union soviétique. (...)*

»Si l'Occident se laisse affaiblir et lâche sa vigilance, alors je pense que le danger d'une guerre mondiale deviendra très grand. (...) Pas de "désarmement unilatéral" de l'Occident» **a-t-il conclu,** *«c'est de toute évidence très important... les pays occidentaux doivent maintenir leurs établissements militaires nationaux à un degré prudent quant à la préparation et à l'efficacité».*

TIMOR ORIENTAL ÉCHEC A L'OFFENSIVE INDONÉSIENNE

Dans un discours radiodiffusé de nouvel an, le ministre des Affaires intérieures du gouvernement de la République démocratique de Timor Oriental a indiqué que, grâce à des combats acharnés, les forces armées du FRETILIN avaient déjà fait échec à l'offensive d'envergure déclenchée le 25 décembre dernier par l'armée indonésienne. Celle-ci n'a pas réussi à contrôler les axes de circulation stratégiques qui relient la capitale au reste du pays. Le chef d'État-major indonésien a été contraint de reconnaître publiquement qu'il ne contrôlait qu'un tiers de la surface du territoire, contrôle d'ailleurs tout relatif puisque la population entière mène la vie dure aux assaillants en multipliant les actions de guerrilla.

Publications sur la Palestine

— «La Colline du thym» ou la vie quotidienne d'un camp palestinien, à partir de dessins d'enfants réalisés cet été 1975 dans le camp de Tal Al Zaatar (banlieue de Beyrouth). Pochette de 20 dessins avec présentation, publiée par l'Association médicale franco-palestinienne au profit de la souscription. En vente dans les librairies progressistes.

— «Palestine guerre du peuple» d'André Colère — 5,50 F — Éditions du Centenaire, 24, rue Philippe-de-Girard 75010 Paris.

A LA VEILLE DE LA CONFÉRENCE DE L'O.U.A.

Les sovietiques continuent leurs ingerences en Angola

A la veille de la Conférence extraordinaire de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), qui devra réunir les 46 pays membres du 8 au 12 janvier, les superpuissances et notamment l'Union soviétique ne cessent de pousser à l'accroissement de la guerre civile.

Le but est de faire gagner le maximum de terrain à tel ou tel mouvement pour créer un rapport de force favorable non à la discussion des divergences naturelles existant entre les trois mouvements de libération, mais favorable à la reconnaissance par l'OUA d'un seul mouvement.

Ainsi, l'URSS, par la livraison de matériel militaire et l'envoi de «conseillers» militaires soviétiques, ainsi que la présence accrue de soldats cubains, a-t-elle favorisé l'offensive du mouvement qu'elle appuie contre les deux autres.

Le MPLA vient ainsi de prendre la base aérienne du Négage au Nord de l'Angola, lui permettant un ravitaillement aérien plus facile pour continuer sa percée dans le front militaire de la zone contrôlée par le FNLA.

Par ailleurs, dans la journée de mardi, on apprenait qu'au sud du pays, six soldats sud-africains avaient été tués près de la frontière en territoire angolais. Parmi eux se trouvait un général de l'armée sud-africaine dont on se doute bien qu'il n'était pas dans l'avion abattu pour faire du tourisme ; cela porte à 33 le nombre de militaires du régime raciste de Prétoria tués dans cette région.

D'un autre côté avant la conférence, les déclarations de chefs d'État se multiplient pour condamner toute intervention étrangère en Angola.

Le ministre ouest-allemand des Affaires étrangères, dans un message de nouvel an adressé à dix capitales africaines a exprimé le souhait du gouvernement de Bonn qu'un gouvernement d'unité nationale puisse bientôt être mis en place. Il souligne que *«l'ingérence d'autres pays dans ce problème intérieur de l'Afrique représente une tentative de la part de ces pays d'obtenir de nouvelles zones d'influence et de satisfaire leurs propres intérêts.»*

Le secrétaire général de l'ONU, Kurt Waldheim, a condamné mardi «toute ingérence étrangère en Angola.»

Angola, enjeu pour les superpuissances

ONU

AU DÉBAT DU CONSEIL DE SÉCURITÉ QUI S'OUVRE LE 12 JANVIER

L'OLP EXIGERA L'AMENDEMENT DE LA RESOLUTION 242

La délégation palestinienne au débat du Conseil de sécurité des Nations Unies demandera l'amendement de la résolution 242, votée à l'issue de la guerre des 6 jours, en novembre 1967. Cette résolution qui entérinait le cessez-le-feu au Proche-Orient ignore complètement la revendication légitime du peuple palestinien à l'autodétermination sur son propre sol. Constamment récusée par l'OLP, elle avait, rappelons-le au passage, été votée par les deux superpuissances, les USA comme l'URSS. Cette dernière révélait ainsi brutalement la qualité de «l'amitié» qu'elle porte au peuple palestinien et à l'ensemble des peuples arabes !

Le Comité exécutif de l'OLP qui vient de se tenir à Beyrouth sous la présidence de Yasser Arafat a fixé la position de la Résistance palestinienne à ce débat.

Israël a déjà fait savoir qu'elle boycotterait les travaux du Conseil de sécurité de l'ONU. Commentant cette décision, le ministre égyptien des Affaires étrangères, Ismail Fahmi, a affirmé que c'était «une grande réussite de voir l'Organisation de libération de la Palestine prendre part aux débats, alors qu'Israël n'y participe pas... En agissant ainsi Israël s'expulse de lui-même des Nations Unies... et ce n'est qu'un commencement !»

Pour préparer ce débat à l'ONU, le Conseil exécutif de l'OLP vient de se réunir sous la présidence de Yasser Arafat.

ESPAGNE MANIFESTATIONS POPULAIRES POUR L'AMNISTIE ET LES SALAIRES

Les manifestations ouvrières et populaires se développent en Espagne pour l'amnistie générale des prisonniers politiques, mais aussi pour les revendications ouvrières, l'augmentation des salaires notamment.

Le métro de Madrid est paralysé par une grève et 1 200 travailleurs occupent un dépôt de wagons pour exiger une hausse de leur salaire. A Bilbao, des ouvriers grévistes occupant une église ont été expulsés par la police. 10 000 manifestants se sont regroupés aux cris de «Amnistie» et «Libertés» et se sont rendus devant la prison de la ville. A Tudela, deuxième ville de Navarre, plusieurs centaines de personnes ont défilé pour les mêmes motifs. Enfin, à Aviles, dans les Asturies, où se trouvent les grandes aciéries «Ensidea», plusieurs milliers ont manifesté pour la réintégration d'ouvriers licenciés. Les promesses de Juan Carlos ne suffisent pas aux travailleurs espagnols qui intensifient leurs luttes de classe.

LAOS L'INDÉPENDANCE AVANT TOUT

Au cours d'une importante déclaration accordée, le chef de l'État laotien a nettement réaffirmé la volonté d'indépendance qui anime son peuple : «Le Laos», a-t-il déclaré, «entend rester laotien et aucune aide venant des pays frères ou amis, petits ou grands, ne doit être conditionnelle et entraîner une ingérence dans les affaires intérieures de l'État. Nous sommes pauvres, mais nous sommes prêts à le rester s'il le faut car nous voulons vivre laotiens avant tout.»

Il s'est par ailleurs félicité des liens étroits qui unissent le Cambodge et le Laos, révélant que le Cambodge vient d'accorder une aide bénévole de 3 000 tonnes de riz et qu'il est prêt à faciliter l'accès du Laos à la mer, à travers le pays.

NAMIBIE LA SOLUTION RÉSIDE DANS L'INTENSIFICATION DE LA LUTTE ARMÉE

La Namibie, territoire illégalement occupé et administré par les autorités racistes d'Afrique du Sud, en dépit des résolutions permanentes de l'ONU lui enjoignant de quitter ce territoire, est au centre de l'actualité.

D'une part se tient ces jours-ci une conférence africaine pour exprimer l'exigence de toute l'Afrique de voir déguerpir les racistes sud-africains. D'autre part, la lutte armée du SWAPO (mouvement de libération de la Namibie) a pris un nouvel essor. Dénonçant le fait que l'Afrique du Sud utilise le pays comme une base d'agression contre le peuple angolais, tout en se refusant à privilégier l'un des trois mouvements de libération qu'elle soutient également, le SWAPO vient de mettre l'accent sur le nécessaire développement de la lutte armée, comme seule solution au problème de l'occupation coloniale du pays.

DANS UN RAPPORT QU'IL RENDRA PUBLIC CE MERCREDI

LE PREMIER MINISTRE BELGE POUR LE RENFORCEMENT DE L'EUROPE

Le Premier ministre luxembourgeois Thorn a déclaré mardi à Paris que la prochaine réunion des chefs de gouvernement européens pourrait avoir lieu fin février-début mars. Le sujet essentiel de ce conseil portera sur le rapport Tindemans relatif à l'avenir de l'union européenne. Le Premier ministre belge Tindemans a élaboré après consultation des dirigeants de la Communauté économique européenne un rapport sur l'union européenne dont il doit rendre publiques ce mercredi les grandes lignes.

D'après le journal anglais «Guardian», Tindemans insiste dans le rapport qu'il vient d'adresser aux autres chefs de gouvernement de la Communauté économique européenne sur l'importance d'une politique de défense commune pour faire progresser l'unification de l'Europe.

Le rapport de Tindemans sur l'unification européenne ne doit être rendu public que ce mercredi mais le correspondant du quotidien britannique à Bruxelles en donne les principales conclusions qui sont selon lui :

– accroissement des pouvoirs du «Conseil européen» ou réunion des neuf chefs d'État ou de gouvernement qui se tient désormais trois fois par an. Tindemans proposerait qu'il devienne une sorte de pouvoir exécutif de la CEE dont les décisions seraient obligatoires pour les pays membres.

– développement d'une politique de défense communautaire sans laquelle la CEE ne pourra jamais progresser vers l'intégration politique.

En lui demandant d'intervenir pour la libération de son fils

La mère d'un prisonnier soviètique écrit à Marchais

La mère d'un opposant soviétique, Vladimir Boukovski a lancé un appel au secrétaire général du PCF, Marchais, lui demandant d'intervenir en faveur de la libération de son fils, condamné en 1972 à douze ans de privation de liberté et d'exil.

Dans une lettre ouverte datée du 26 décembre et remise mardi aux journalistes occidentaux à Moscou, Mme Nina Boukovskaia rappelle que son fils Vladimir, «citoyen soviétique de 33 ans, est interné politique et se trouve déjà depuis cinq ans dans des camps et des prisons à régime sévère».

«Mon fils, affirme Mme Boukovskaia, n'a commis aucun crime contre les lois de son pays. Il a simplement lutté avec assiduité et de façon désintéressée pour les droits de l'homme en URSS. A la fin de 1970, ajoute-t-elle, il a remis à des psychiatres occidentaux des documents sur les internements de certains non-conformistes psychiquement sains dans des asiles psychiatriques à des fins de justice sommaire».

Vladimir Boikovski, poursuit la lettre de sa mère, a été arrêté peu après et «jugé sous le prétexte de diffusion de témoignages calomniateurs sapant l'ordre politique et social». «Il a été condamné à 7 ans de privation de liberté et à cinq ans d'exil, et au cours de ces cinq années à la suite de malnutrition et de privations, sa santé s'est fortement détériorée».

«Je crains sérieusement, poursuit Mme Boukovskaia, que mon fils ne vive pas jusqu'à la fin de sa condamnation». Selon des informations, Vladimir Boukovski aurait passé quinze jours au cachot au début du mois de septembre.

D'après une étude de l'Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région parisienne,

LE TIERS DES LOGEMENTS SONT SURPEUPLES A PARIS

Dans une étude qui retrace l'évolution du logement à Paris et en banlieue, au cours de ces vingt dernières années, le très officiel institut d'aménagement et d'urbanisme de la région parisienne (IAURP) met en lumière certains faits caractéristiques de la situation du logement en système capitaliste.

Fin 1973, près du tiers (30 %) des résidences principales étaient surpeuplées et une proportion comparable (32,9 %) ne disposait pas des éléments de confort minimum (eau, WC, baignoire ou douche). Parmi ceux-ci la moitié n'avaient que l'eau courante et près de 5 % (49 000) même pas l'eau.

Comme on peut en juger, dans la région parisienne, nombreux sont ceux qui sont loin d'habiter dans le «confort» dont on nous parle tant.

Par ailleurs on constate une régression de la construction de logements aidés par l'État, et plus particulièrement du secteur HLM-locatifs, et un accroissement considérable du secteur non-aide. Cette évolution se traduit également par des inégalités de répartition dans l'espace : forte proportion de logements non aidés à Paris et dans les Hauts-de-Seine, caractère nettement plus social de la construction dans les autres départements.

Ce qui ne fait que confirmer un fait déjà bien connu: les travailleurs doivent quitter Paris qui devient réservé de plus en plus à ceux qui ont de l'argent, pour aller habiter en banlieue.

LE MOUVEMENT DE GREVE DES POMPISTES

Le mouvement de grève des stations services et des distributeurs de combustibles (fuels et charbons) a été massivement suivi dans certaines régions. Dans la Manche, notamment, les stations services ouvertes mardi ont été beaucoup plus rares que la veille. En effet, les citernes sont souvent vides et n'ont pas été réapprovisionnées, les piquets de grève bloquant toujours les dépôts et le mouvement s'étant fortement durci. C'est la Marine nationale qui a dû dépanner les pêcheurs cherbourgeois et qui a permis aux châlutiers d'appareiller mardi après-midi.

En revanche, en Bretagne, le mouvement s'estompe, puisque dans les 4 départements, seule l'Ill-et-Vilaine comptait encore mardi soir 3 % de grévistes chez les distributeurs de carburants.

D'autre part, dans la région Champagne-Ardennes, bien que ne représentant que 10 à 15 % du total de la profession, les pompistes en grève ont barré à l'aide de camions l'accès aux principaux dépôts de carburant de la région, empêchant ainsi l'approvisionnement normal des non-grévistes.

En Seine-et-Marne, également, six camions-citernes vides ont bloqué mardi matin les entrées de la raffinerie des Grands-puits. Il s'agissait d'un mouvement symbolique de la part des pompistes grévistes qui n'a duré que quelques heures.

Enfin, M. Joseph Berland, détaillant en carburant de Doix (Vendée), a fait l'objet d'une agression dans la nuit de lundi à mardi, en rentrant d'une manifestation contre une station service d'un centre Leclerc où la vente de carburant se poursuivait. M. Berland a essuyé deux coups de feu.

L'ÉLECTION DE SERVAN-SCHREIBER A LA PRÉSIDENCE DU CONSEIL RÉGIONAL DE LORRAINE :

UNE QUERELLE DE POLITICIENS

Les élections au Conseil régional de Lorraine ont été marquées par la dispute entre les partis de l'actuelle «majorité». Républicains indépendants et centristes se sont rassemblés sur le nom de Servan-Schreiber pour faire échec à l'UDR qui, jusque là, assurait la présidence du Conseil régional.

Cela illustre la rivalité des partis et politiciens bourgeois pour le contrôle des postes dans l'État. Tous en tirent des bénéfices multiples qui expliquent la vivacité de leur concurrence. Tout cela, mené à coups d'intrigues, se fait dans le dos du peuple, lui est étranger.

Servan-Schreiber, vainqueur de cette course au plat de lentilles, est particulièrement satisfait. Son rêve de se tailler un petit royaume en Lorraine, voit ainsi un début de réalisation. A peine élu il déclarait :

«Vous ne serez gouvernés, ni part un homme seul, ni même par une équipe, mais par notre impérieux devoir commun. Chaque mois, chaque semaine, et s'il le faut, chaque jour, nous serons présents pour permettre à chaque foyer lorrain de s'épanouir et d'espérer.»

Il confirmait ainsi sa volonté de former une sorte de petit gouvernement en Lorraine régnant sur «chaque foyer». Partisan de ce qu'il a appelé le «pouvoir régional», Servan-Schreiber voudrait tout simplement recevoir une part plus grande de pouvoir dans l'État bourgeois. Porte-parole des centristes et républicains indépendants, il vise à réduire l'influence de l'UDR. Celle-ci ne l'entend pas de cette oreille et Messmer devait affirmer :

«Le Conseil régional n'a pas de pouvoirs gouvernementaux, le président voudrait peut-être en avoir mais il n'y parviendra pas». Chacun défend son morceau de gras.

Cette élection au Conseil général de Lorraine est une miniature de rivalités existant au sein du gouvernement. L'UDR, profitant de l'exercice du pouvoir depuis bientôt vingt ans, contrôle de larges secteurs de l'État et en tire profit.

Républicains indépendants et centristes cherchent quant à eux à augmenter leur part. A la façon de ces bandits qui se battent pour le partage du butin.

Le PCF et "Concorde"

Le supersonique superluxueux, destiné aux déplacements des hommes d'affaires comme on dit, a trouvé ses plus chauds défenseurs en la personne des dirigeants du PCF. Il y a un peu plus d'un an il était à leurs yeux le symbole de l'«union nationale»et ils prônaient à Toulouse l'alliance avec le député républicain indépendant Baudis au nom de la défense de «Concorde». Il y a peu, la section du PCF d'Orly parlait du «défi américain contre la France, le progrés aéronautique et l'humanité». Leur volonté de faire passer «Concorde» pour un symbole national (ce que la bourgeoisie recherche également), d'amener les travailleurs de l'aérospatiale à soutenir cette production de luxe est suspecte. Ce qui est un conflit entre capitalistes français et américains dans le domaine de l'aéronautique est présenté comme étant l'affaire des travailleurs.

Les responsables du syndicat CGT de la Société nationale des industries aérospatiales – SNIAS – ont indiqué mardi matin, au cours d'une conférence de presse qu'ils ont tenue à Toulouse, leur intention de boycotter les produits américains en cas d'un veto américain à Concorde. Ils réclameront au gouvernement, ont-ils déclaré, le boycottage des produits américains en France, et, au personnel des aérogares françaises, le refus d'assurer les opérations de maintenance des jets long courrier des compagnies américaines.

Dans cette affaire, ce n'est pas l'intérêt des travailleurs qui les guide mais de tout autres raisons. Ils cherchent à mettre à profit les contradictions entre capitalistes français et US pour les rendre plus aiguës encore et pour se concilier des représentants du capitalisme français.

Tout cela pour le profit du social-impérialisme russe, dont l'intérêt est toujours d'élargir le fossé entre les USA et les pays européens pour chercher à renforcer ses pressions sur ces derniers. Ce n'est pas un hasard si dès lundi l'agence Tass publiait une dépêche prenant elle aussi la défense du «Concorde» et accusant les compagnies américaines.

Mais ce dont ces amoureux de Concorde ne parlent pas, ce sont des ressemblances frappantes entre Concorde et l'avion soviétique Tupolev. Ressemblances dues aux «mérites» des services d'espionnage soviétiques.

A FRONTIGNAN, DES VITICULTEURS INTERCEPTENT DES CAMIONS CITERNES

Un groupe d'une soixantaine de viticulteurs a opéré mardi un contrôle sur la nationale 108 à la sortie de Frontignan. Placé à proximité du croisement où, entre Mireval et Frontignan, s'effectuent habituellement les barrages, le groupe de viticulteurs a contrôlé successivement quatre camions citernes. Deux de ceux-ci appartenant à une société de Sète ont été interceptés et leur contenu déversé sur les bords de la route. L'opération terminée, les viticulteurs sont partis. La police est arrivée peu après.

Le groupe de viticulteurs s'était rendu à Sète où devait avoir lieu le procès d'un vigneron. L'affaire a été reportée à une audience ultérieure. C'est sur le chemin du retour que cette action a eu lieu.

La parole à la classe ouvrière

14 FEVRIER 1976

A la cité des Marronniers à Vitry :

ON PREPARE LE 14 FEVRIER

Dans le cadre de la préparation du rassemblement national ouvrier (salles A et B, à la Mutualité), les communistes marxistes-léninistes de la cité ont pris l'initiative de faire une bande dessinée relatant la lutte que mène les locataires contre les saisies. Les dessins sont accompagnés d'un texte qui a été rédigé collectivement, avec les habitants en lutte. Le tout sera édité en brochure pour le 14 février. Des photos et reproductions de dessins de la brochure, ainsi que des tracts, bulletins, etc.

seront également exposés le 14 sur des panneaux.

La bande dessinée sera — dans les jours qui viennent — publiée dans l'Humanité rouge.

Voilà pour les camarades et amis qui ont mené des luttes résolues contre le capitalisme et le révisionnisme, un exemple à suivre, une initiative qui doit se développer.

0o0o0o0

Pour alimenter la campagne de préparation du 14, envoyez rapidement au journal, un bref compte-rendu des initiatives qui sont prises ça et là. Osons proposer aux travailleurs en lutte de participer à cette journée, qui doit être la leur. La classe ouvrière aspire à une coordination, à une popularisation de ses luttes, qu'elle sache que l'Humanité rouge lui offre la possibilité de le faire.

Au Centre régional de l'enfance et de l'adolescence inadaptées (Marseille)

Contre l'avis de l'Inspecteur du travail

UN DELEGUE CFDT EST LICENCIE PAR LE MINISTRE DU TRAVAIL

Contre l'avis de l'inspection du Travail, Monsieur Mandrile, employé à Marseille par le Centre régional de l'enfance et de l'adoleccence inadaptées (CREAI) délégué syndical CFDT, a eu, le 29 décembre, la confirmation de son licenciement par le ministre du Travail lui-même.

Trois personnes devaient être licenciées dont un délégué CGT et un CFDT pour «raison économique» dans ce centre dirigé par Mme Germaine Poinso-Chapuis comme par hasard ancien ministre de la Santé.

Dans un communiqué, l'Union départementale CFDT des Bouches-du-Rhône déclare que «c'est une très grave responsabilité que vient de prendre le ministre du Travail en modifiant son attitude en matière de licenciements syndicaux contre l'avis de l'inspection du Travail (...) L'acharnement de l'employeur à obtenir ce licenciement en montre l'enjeu : éliminer de l'école un formateur qui, s'opposant à l'idéologie patronale, prépare des éducateurs capables plus tard de se battre, avec les usagers des centres d'enfance inadaptée, contre les causes de l'inadaptation».

Le délégué CGT, lui, a reconnu comme «inévitable» son licenciement pour raison économique... sans commentaires.

ESSWEIN-THOMSON LA ROCHE-SUR-YON (Vendée)

6e SEMAINE DE GREVE ET D'OCCUPATION

Malgré les tentatives de démobilisation des dirigeants CGT, les travailleurs sont déterminés à lutter jusqu'à la victoire.

Après 6 semaines de conflit, la détermination des travailleurs d'Esswein va grandissant.

Lundi 29 décembre, dans un communiqué, «la CGT propose de suspendre à partir du 30 décembre l'occupation des locaux, mais à deux conditions :

1) Que la direction s'engage à ouvrir de véritables négociations sur les propositions de l'intersyndicale et ce, dans l'immédiat.

2) Que les négociations aient lieu dans un endroit neutre ou dans l'usine vide de tout personnel» (c'est-à-dire de grévistes et de non-grévistes). Ce communiqué se poursuit par «si les négociations échouent, la direction en portera seule l'entière responsabilité».

LA CFDT S'OPPOSE AUX TRAHISONS DE LA CGT

La CFDT a alors vivement reproché à la CGT ce non-respect de la démocratie prolétarienne : «*La position CGT de suspendre l'occupation n'a été faite ni discutée en intersyndicale, ni en assemblée de grévistes*». «*Cette décision met en doute la combativité réelle des grévistes et remet en cause le principe de l'unité d'action*».

Ce sont les OS qui ont débuté la grève, ce n'est pas à la CGT maintenant de l'enterrer. Les grévistes seraient-ils irresponsables aux yeux de la CGT ?

De plus la CGT a une vision défaitiste de la lutte. Pour elle : «Il n'est pas question de faire grève 6 mois ; actuellement le gros problème est d'ouvrir les négociations». Pour y arriver, elle est prête à faire cesser l'occupation.

Elle est prête à affaiblir le camp des grévistes, au lieu de chercher à le renforcer : «Les collectes seraient inefficaces en Vendée, les grévistes se décourageront si la grève se poursuivait encore longtemps !» Les dirigeants CGT n'ont plus confiance dans la classe ouvrière. Mais la classe ouvrière commence à ne plus avoir confiance dans ces dirigeants traîtres de la CGT.

La CGT, parle de «l'union entre tous les salariés d'Esswein» (grévistes et non-grévistes)... mais c'est pour faire reprendre le travail !

LUTTE CONTRE LA DIVISION

Il est juste de lutter contre la division entretenue par le patron et la CGC jusque parmi les OS. Mais en réalité les dirigeants CGT tentent de semer la division chez les grévistes, de réduire leur détermination. Pourtant chaque jour qui passe augmente le risque d'une évacuation policière de l'usine, et rend la combativité et l'unité des travailleurs en grève encore plus nécessaire.

Les travailleurs d'Esswein sauront surmonter toutes les difficultés, d'où qu'elles viennent. Ils sauront réaliser l'unité dans l'action en menant un combat classe contre classe pour arracher leurs justes revendications, rejetant ainsi les manœuvres des traîtres à la classe ouvrière.

Correspondant d'Esswein

LICENCIEMENTS A LA SOCIÉTÉ «IMPRIMA» DANS LE RHONE

Depuis plusieurs jours des rumeurs circulaient à l'entreprise «Imprima» de St-Romain-en-Gier : des ouvriers risquaient d'être licenciés...

Tout récemment, la direction de cette imprimerie devait lâcher le morceau : elle comptait procéder à 95 licenciements sur les 278 employés que compte l'entreprise.

Aussitôt, les ouvriers décidaient de lutter pour mettre en échec ce projet. C'est ainsi que le 5 janvier une partie d'entre eux était amenée à barrer, pendant un temps, l'autoroute A-47 Lyon-St-Étienne à la hauteur de l'échangeur Givors-Ouest.

Pendant ce temps, les responsables régionaux de la CGT du Livre poursuivent leur infecte propagande en vue de détourner les travailleurs du combat de classe. Pour les dirigeants cégétistes le mot d'ordre «*Non à tout licenciement*» n'est pas juste. Ce qu'ils réclament, eux, c'est une aide de l'État de l'ordre de 400 000 F par mois «*pendant un certain nombre de mois*» pour... assurer la survie de l'entreprise. Peu leur importe en définitive qu'«Imprima» survive avec 183 ou 278 travailleurs, ce qui compte c'est qu'elle survive !

Sur un chantier de Bordeaux,
Par manque de sécurité, un ouvrier tombe dans un trou béant de 30 mètres et se tue.

GREVE ILLIMITEE CONTRE CE CRIME DU CAPITAL

Un travailleur, prénommé Jacky, tombe dans une trémie d'une hauteur de 30 mètres et se tue. Pour les camarades de Jacky, ce n'est pas la fatalité : un trou béant sans aucune protection, pas de garde-fous, pas de lumière , alors qu'on venait de démonter une grue.

Pour aller plus vite, la direction de la société Campenon Bernard (chargée du gros œuvre) n'a pas éclairé les abords de ce trou, ni fait poser les garde-fous (qui ont l'inconvénient de ne pas permettre un travail rapide).

Pourtant il est écrit dans le cahier des prescriptions spéciales que la société Campenon Bernard est chargée de la sécurité générale du chantier CHR pour son personnel et celui du second œuvre en particulier pour l'éclairage et la protection des trémies.

UNE SEULE RIPOSTE LA GREVE ILLIMITEE

Dès le lendemain, c'est l'indignation sur le chantier: à l'heure du casse-croûte, à 9 heures, on fait sonner la sirène, les grutiers s'arrêtent, les maçons, les électriciens, tous descendent et se retrouvent à 400 devant la cantine. Une décision est prise à l'unanimité : «On ne remonte pas sur le chantier tant que les conditions de sécurité ne sont pas requises.»

Un piquet de grève mobile d'une centaine de travailleurs parcourt le chantier, une collecte se fait au profit de la veuve de Jacky. Depuis la grève est effective ; elle dure depuis plus de 15 jours, et ne se terminera que lorsqu'une totale sécurité aura lieu sur le chantier.

LA FUSION PROCHAINE DE DEUX IMPORTANTES SOCIÉTÉS QUE LES PATRONS ONT DÉCIDÉ POUR EXPLOITER ENCORE PLUS LES OUVRIERS

Deux importantes sociétés d'imprimerie, la Société de développement financier — ex-Néogravure — et la société Victor Michel, ont conclu le 5 janvier un accord au terme duquel elles vont «*établir en commun un ensemble industriel capable d'assumer une situation compétitive*». Ces sociétés, qui emploient respectivement 2 170 et 550 personnes, vont fusionner à terme au sein d'une nouvelle société. Nul doute que cette importante restructuration va se faire sur le dos des travailleurs. D'ailleurs «*des rationalisations indispensables dans l'organisation de l'outil de travail*» ne sont-elles pas déjà annoncées ? Ici encore combien de travailleurs sont menacés de licenciement ? Nul ne le sait — si ce n'est le patronat — mais, ce qui est sûr, c'est que les travailleurs doivent se tenir sur leur garde, prêts à riposter fermement à toute agression des patrons.

la France des luttes

VITROLLES

LES OUVRIERS DE LOZAY-BABCOK TOUJOURS EN LUTTE

Nous avons à plusieurs reprises parlé de la lutte des travailleurs de Lozai-Babcok qui, avec à leur tête leur section CGT «Pierre Overney», affrontent contre les licenciements non seulement leur patron mais aussi les dirigeants traîtres de l'UD CGT qui a tout fait pour saboter leur lutte et les isoler.

Ces derniers temps la section CGT «Pierre Overney» a écrit au journal régional «La criée». *De cette déclaration nous extrayons les passages les plus significatifs :*

(Photo HR)

Tout avait été mis en œuvre par la direction du groupe Babcok-Five (société multinationale) pour liquider un atelier qui gênait la rentabilité du capital, sur le dos des travailleurs.

Malgré les énormes difficultés propres à notre entreprise, notamment 70 cadres ou assimilés entièrement dévoués au patron, chantiers lointains avec des travailleurs isolés de la lutte, des ouvriers choisissant la solution individuelle (ce n'est pas propre à Lozai) une centaine d'ouvriers sont présents continuellement dans la lutte et ne *comptent que sur eux-mêmes.*

Si dans les autres entreprises, les pourparlers continuaient avec le patronat et les pouvoirs publics, chez Lozai-Babcok toute négociation est rompue dès le départ à part quelques promesses sans suite des pouvoirs publics.

La section syndicale P. Overney affirme que non seulement elle n'a reçu aucun soutien financier (actif) de la part de l'USTM ou de l'UD CGT mais qu'en plus de sévères critiques ont été souvent faites à son encontre par certains syndicats CGT (exemple tract de la SNIAS à propos du barrage de route de Vitrolles).

Ceci est dû au fait que les luttes étaient décidées par l'ensemble des travailleurs en lutte au sein de l'entreprise et non dans les bureaux syndicaux.

Grâce aux actions «illégales» (que les directions syndicales ne soutiennent que du bout des lèvres), nous avons obtenu le salaire intégral pendant toute l'occupation de juillet à octobre. De plus grâce à la séquestration de l'employeur du 1er septembre alors que la production est arrêtée (l'usine étant occupée) nous obtenons la 3è augmentation de salaire de l'année (4,5 % au 1er septembre, plus une augmentation de 200 F de la prime de fin d'année).

A partir d'octobre, comprenant que la lutte contre les licenciements doit être collective, des contacts sont pris avec les autres boîtes en lutte. Notamment SPECI et Griffet.

AUJOURD'HUI OU EN EST-ON A LOZAI-BABCOK ?

Nous nous sommes toujours refusés à aller quêter, mendier un patron.

Les ouvriers sont un peu découragés actuellement du fait de la multiplication des fermetures et du peu de résultats obtenus par les ouvriers en lutte, isolés et séparés les uns des autres. De plus, la loi sur les 90 % du salaire aide à cette démobilisation. Mais les ouvriers seraient toujours prêts à reprendre le combat si une espérance de victoire était en vue (trente ouvriers occupant toujours, ce qui n'est peut-être pas le cas de certaines entreprises dont on parle beaucoup). Plus que jamais il nous faut développer la solidarité de classe autour de tous les travailleurs en lutte pour faire triompher leurs droits (...)

Le combat de la classe ouvrière ne doit pas être isolé entreprise par entreprise quémandant pour la recherche d'un travail mais doit tendre à devenir un combat d'ensemble de tous les exploités contre un système qui les dépossède de tout pouvoir.

Nous espérons que tous les révolutionnaires œuvrent pour accélérer ce combat d'ensemble classe contre classe et non pour la division actuelle que veut le réformisme.

Section CGT
Pierre Overney
Lozai-Babcok Vitrolles.

social

Après la découverte de la vérité sur la mort de la petite Laurence.

Une mère de 3 enfants nous écrit

Une petite fille, la petite Laurence, 11 mois, était disparue. Le week-end dernier, on apprenait que, contrairement à ce qu'avait dit la presse, elle n'avait pas été enlevée mais qu'elle était morte d'un manque de soins.

Comme un grand nombre de familles, un sentiment d'horreur, devant cette issue, a été ma première réaction. Mais il ne fut que de courte durée car ma colère et mon indignation se sont reportées sur la véritable responsable de ce drame : la société capitaliste avec la dure vie qu'elle fait aux familles de travailleurs.

Des milliers de jeunes femmes sont placées dans de telles conditions : un seul salaire pour vivre avec trois enfants ; pas de possibilité pour la mère de trouver du travail (plus de la moitié de chômeurs sont des femmes) ; pas de place dans des crèches pour faire garder les enfants, et prix de la garde trop élevé par rapport au salaire minime que les femmes reçoivent ; pas de logement suffisant, trop petit, trop sonore, dans une ZUP ; loyer, charges exorbitants ; la hausse des prix vertigineuse sans augmentation correspondante des salaires... Sans parler de l'inutilité des services sociaux qui ne peuvent jamais agir comme ils le devraient par manque de moyens (ils ne sont là que pour rattraper un peu les carences du système).

Bien sûr, ces milliers de jeunes femmes n'en arrivent pas à cette extrémité. Mais certaines se découragent, ne peuvent plus subir cette oppression et réalisent des gestes insensés.

Si cette attitude n'est pas la solution, elle ne relève pas forcément du psychiâtre comme l'ont clamé les journaux bourgeois.

Seul un changement total du système d'exploitation de l'homme par l'homme, l'avènement du socialisme par la dictature du prolétariat sous la direction du Parti communiste marxiste-léniniste pourront garantir aux travailleurs et en particulier aux femmes de ne plus être esclaves de leur famille, de pouvoir réellement choisir d'avoir des enfants ou non, de pouvoir les élever correctement tout en ayant les moyens de travailler à la construction du socialisme.

Lorient,
une mère de
3 enfants.

EDF-GDF, loyers, PTT, SNCF, tabacs... Avalanche de hausses des prix.

Les bons voeux de la bourgeoisie

1976 aura commencé sur les chapeaux de roues... en matière de hausse des prix ! La bourgeoisie aurait bien aimé que ce train de mesures d'augmentation du coût de la vie passe inaperçu. Voilà pourquoi elle a concédé un relèvement du taux horaire du SMIC de...2,33 % au 1er janvier. Mais le train est bien trop long, bien trop chargé pour qu'on puisse ne pas voir le jeu de la bourgeoisie. Elle fait passer le salaire minimum à 7,89 F de l'heure, soit 1 372,86 F par mois pour 40 heures par semaine. Mais que peut-on acheter pour 7,89 F ? !

EN GUISE D'ÉTRENNES

Les loyers sont en hausse, en particulier ceux des immeubles de province de la catégorie II A qui ont augmenté de 5 %. Les tarifs de la SNCF ont également augmenté le 1er janvier de 8 % pour les transports de marchandises, et le 6 janvier de 8 % pour les voyageurs dans toute la France à l'exception de la banlieue parisienne.

Ont également augmenté le 1er janvier les redevances pour la télévision, de 15 F pour un poste noir et blanc elles passent donc à 155 F, et de 25 F pour la télé en couleur, elles passent donc à 235 F. De même la taxe pour la possession d'un poste de radio est portée à 30 F.

Depuis le premier jour de l'année, il en coûte plus cher pour téléphoner. La taxe de base des communications téléphoniques est passée de 0,35 F à 0,39 F, donc une hausse de 11,4 %. L'abonnement mensuel à Paris passe pour sa part de 35 à 39 F. Le prix des pneumatiques a augmenté de 20 %, passant de 7 F à 8,40 F, tandis qu'il faut payer 28,6 % de plus pour envoyer un télégramme.

ET BIENTOT...

Pour les fumeurs, mauvaise nouvelle : les Gauloises vont coûter 2 F et 2,50 F les Gitanes. Sur les boissons alcoolisées une hausse est annoncée qui serait de 14 %.

Sont également prévues des augmentations des tarifs du gaz et de l'électricité, aussi bien, contrairement à ce que la presse économique de la bourgeoisie pourrait laisser entendre, pour les usagers que pour les industriels. Il est prévu qu'elles soient respectivement de 5 et 15 %.

Les automobiles qui ont déjà augmenté de 52 % en moyenne depuis le 1er janvier 1973 vont également coûter plus cher. Renault a décidé une hausse de 5,7 %, Chrysler-France en a décidé une de 5,6 %, Peugeot de 3 à 6 %, etc. En outre presque toutes les compagnies d'assurances ont majoré leurs tarifs de 7,5 %.

* * *

Et ce n'est pas tout ! Nous y reviendrons demain. Mais cela est déjà amplement suffisant pour voir ce qu'il en est de la prétendue hausse du pouvoir d'achat des travailleurs dont la bourgeoisie ne cesse de nous rabattre les oreilles pour nous convaincre des bienfaits du capitalisme et de la «société libérale avancée» !

Antoine Pinay ne croit plus en la «fin du tunnel»

LA MOROSITÉ S'INSTALLE CHEZ LES CAPITALISTES

Ouvrant les travaux de la session ordinaire du Conseil général de la Loire, Antoine Pinay a évoqué en ces termes la situation économique générale :

«Il est trop tôt pour connaître les chiffres exacts qui caractérisent l'année 1975, mais on peut affirmer que notre pays n'est pas sorti de la crise, même si l'on peut constater une certaine reprise pour les biens de consommation et une stabilisation pour les autres secteurs.»

Voilà qui tranche avec le bel optimisme affiché par Giscard, certains de ses ministres et les responsables du CNPF.

La position de Pinay semble d'ailleurs être plus conforme à l'analyse que font globalement les bourgeoisies des pays capitalistes d'Europe, tous touchés par la crise mondiale de l'impérialisme. Le point de vue de la bourgeoisie italienne par exemple ne manque pas de clarté. Le gouvernemant italien vient en effet d'annoncer qu'il allait porter à 80 % du salaire l'indemnisation du chômage, et que les chômeurs pourront toucher cette indemnité pendant... cinq ans.

LA BOURGEOISIE A PEUR

La classe ouvrière italienne ne se fait pas d'illusion sur l'application de cette décision, pas plus que les ouvriers français ne s'en font sur la prétendue possibilité de toucher 90 % de leur salaire pendant un an en cas de chômage pour raison économique...

Il reste que cette décision des gouvernements italiens, de même que certains propos tenus par des capitalistes français, confirment que «la fin du tunnel» n'est pas si proche. La crise actuelle est celle du système impérialiste mondial, l'une de ses manifestations pour les travailleurs; le chômage massif, n'est pas un mal passager, il va durer. Et la bourgeoisie tremble devant la colère grandissante de la classe ouvrière et des masses populaires. Elle craint au plus haut point l'essor du mouvement révolutionnaire des masses.

LA BATAILLE DES 25 MILLIONS

DEUX MILLIONS PAR JOUR JUSQU'AU 15 JANVIER !

COMMENT SOUSCRIRE POUR QUE LE QUOTIDIEN REMBOURSE SES DETTES

SOIT PAR CHEQUE BANCAIRE, INTITULÉ «HUMANITÉ ROUGE», ADRESSÉ A LA BP 61 – 75861 PARIS CEDEX 18.

SOIT PAR VIREMENT POSTAL INTITULÉ «HUMANITÉ ROUGE» (AU DOS METTRE : «POUR LA SOUSCRIPTION»), ADRESSÉ ÉGALEMENT A LA BP 61 – 75861 PARIS CEDEX 18.

SOIT EN TIMBRES-POSTES (0,60 F DE PRÉFÉRENCE).

SOIT ENCORE EN SOUSCRIVANT PRES DE NOS MILITANTS QUI VOUS FOURNIRONT CARTES POSTALES DE SOUTIEN OU CALENDRIER 1976.

AFFICHES

à votre disposition sur commande :

– «On ne négocie pas les licenciements, on les refuse» – 2 couleurs, format 50 x 80 cm.

– «Rassemblement national ouvrier», appel aux travailleurs en lutte pour prendre contact avec l'Humanité rouge pour le 14 février – format 50 x 40 cm.

– «L'Humanité rouge quotidiendu soir à Paris, quotidien du matin en province» – format 50 x 40 cm.

Le premier numéro de janvier vient de paraître ; passez vos commandes à l'Humanité rouge – BP 61 –75 861 Paris Cedex 18 – le No : 0,70 F.

COLLECTION TIERS MONDE EN LUTTE

Déjà parus :
- Il y a 30 ans, le 8 Mai 1945, par Mafhoud Kaddache . . . . . 4,00 F
- Palestine, guerre du peuple, par André Colère . . . 5,50 F
- Algérie, Vingt ans après, par Jacques Jurquet . . . 3,00 F
- Pour une Indonésie libre et démocratique par Jusuf Adjitorop . . . . . 4,50 F

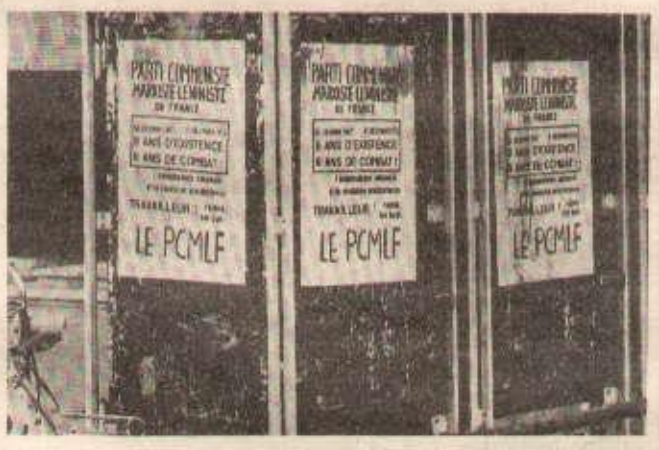
COLLECTION MARXISME-LÉNINISME AU COMBAT

- Sur l'unité des marxistes-léninistes, par Ernst Aust . . . . . 4,50 F

E - 100
24, rue Philippe-de-Girard
75010 Paris

vie de parti

Discours prononcé le 31 décembre devant la tombe de François Marty, président du PCMLF, au nom du Comité de parti régional Languedoc-Rou ssillon du PCMLF



Une affiche collée dans la région Languedoc-Roussillon. (Photo correspondant H.R.)

Chers amis, chers camarades,

Conformément aux décisions du 2e Congrès du Parti communiste marxiste-léniniste de France, le Comité régional de notre parti a décidé d'associer cette journée anniversaire de la fondation du PCMLF avec celle de la naissance de François Marty le 23 novembre.

Militant exemplaire du PCF avant que sa direction ne soit usurpée par des traîtres, François Marty avait consacré toute son énergie à l'idéal communiste. En 1934 il fonde le Travailleur catalan et c'est vers cette époque qu'il accède à des responsabilités fédérales dans le département des Pyrénées-Orientales.

Lorsque l'occupant nazi occupe notre sol, on le retrouve à la tête d'un détachement de francs-tireurs et partisans français, et c'est les armes à la main qu'il libérera Quillan, Limoux et Carcassonne.

Après la guerre, il prend une part active au Mouvement de la Paix dont il devient membre du Conseil national ; c'est d'ailleurs à ce titre qu'il se rendra en visite au Japon et à Pékin.

Mais la mort de Staline et l'accession au pouvoir de Khrouchtchev marque un tournant pour lui, il ne peut entendre calomnier impunément le peuple albanais et le Parti du Travail d'Albanie avec à sa tête le camarade Enver Hodja, il ne peut supporter les calomnies qui déferlent alors, à l'intérieur même du PCF, sur la grande Chine populaire et le président Mao.

Dans sa profonde honnêteté de militant communiste il décide avec sa femme, sa camarade, notre camarade, Suzanne Marty, de se rendre en Albanie. Là-bas, il rencontre un peuple amical, un parti resté fidèle à Marx, Engels, Lénine et Staline ; dès lors son choix est fait, il ne cessera, jusqu'à son exclusion du PCF en 1964, de défendre son idéal, le marxisme-léninisme, dans les rangs de ce parti auquel il avait voué sa vie.

En 1964 donc il est exclu antistatutairement du PCF, mais on n'exclut pas un idéal. La voie de notre camarade est toute tracée, il va rejoindre les rangs des cercles marxistes-léninistes qui, deux années plus tard, le 31 décembre 1967, il y a 8 ans, se transformèrent et devinrent le Parti communiste marxiste-léniniste de France.

Mai 68 voit notre jeune parti à la tête du combat révolutionnaire, pour la bourgeoisie c'est déjà trop et, sur le conseil des dirigeants du PCF, elle dissout notre parti. (...)

Aujourd'hui, François n'est plus, mais nationalement comme régionalement les communistes marxistes-léninistes de France suivent la voie tracée par François Marty.

Où en est donc aujourd'hui notre PCMLF ? Quel bilan pouvons-nous tirer de 12 années de lutte sans merci contre le révisionnisme ? (...)

La question décisive pour la révolution, c'est de bien savoir où en est le niveau de conscience politique des masses populaires.

Alors qu'en mai 1975, le PCMLF organisait une manifestation contre le local du faux parti communiste de Marchais, à Montpellier, c'est unanimenent que la section CGT de la Source Perrier quittait, à Nîmes, le défilé des organisations syndicales pour protester contre les agressions social-fascistes du SO du PCF.

Durant ce même mois, à Pézenas, les ouvriers de la Solaméa rejetait fermement les tentatives de manipulation de ce parti.

Plus récemment à Alès, lors de manifestations de soutien aux peuples d'Espagne, une centaine de personnes, après s'être affrontées au SO du PCF, partaient manifester dans les quartiers populaires.

A Montpellier, le 18 décembre, malgré l'agression social-fasciste du PCF voulant l'empêcher de porter ses banderoles, la CFDT défila banderoles en tête, protestant contre l'incarcération de plusieurs de ses membres.

Chers amis, chers camarades, les masses populaires en lutte élèvent leur conscience politique et souvent grâce à l'action du parti, démasquant et isolant les dirigeants traîtres du PCF.

Le bilan politique de l'action du PCMLF dans notre région est un bilan positif, cependant, beaucoup reste à faire (...)

Les communistes de notre région doivent avoir en tête le souci de rassembler dans un parti unique tous les marxistes-léninistes sincères. Ils doivent pour cela agir avec fermeté et modestie.

Mais en ce jour où nous nous recueillons sur la tombe de François, nous pouvons dire que les années écoulées ont été consacrées au service de la classe ouvrière et du peuple, à la lutte pour l'indépendance nationale et la révolution prolétarienne.

VIVE LE PCMLF !

TARIFS D'ABONNEMENTS

	Pli ouvert
1 mois	32 F
3 mois	95 F
6 mois	190 F
Soutien	300 F

	Pli fermé
1 mois	60 F
3 mois	180 F
6 mois	360 F
Soutien	500 F

CCP : L'HUMANITÉ ROUGE No 3022672 – La Source.

sports

LE BRESIL S'APPRETERAIT A BOYCOTTER L'AFRIQUE DU SUD

Le Brésil déterminera cette semaine les modalités du boycottage sportif de l'Afrique du Sud, ont affirmé dimanche certains journaux brésiliens.

Selon le journal de Rio de Janeiro «O globo», le Brésil demandera la semaine prochaine aux diverses fédérations sportives brésiliennes qu'elles appliquent les résolutions de l'ONU. Le Brésil ne devra pas participer aux manifestations sportives dans lesquelles l'Afrique du Sud est engagée.

Toujours selon «O globo», le Brésil «ne prétend pas empêcher que les pilotes qui courent pour leur propre compte ou qui sont financés par des entreprises privées puissent participer au grand prix d'Afrique du Sud comptant pour le championnat du monde de formule un».

Ils souligneront que les tennismen brésiliens ne devront pas affronter les Sud-Africains dans la coupe Davis, puisque les équipes participantes sont désignées par des organisations sportives officielles.

Le journal «O estado de Sao Paulo», pour sa part, affirme que le voyage en Afrique du Sud du recordman du monde du triple saut, Joao Carlos de Oliveira, et de Delmo da Silva, médaille de bronze du 400 m des derniers jeux panaméricains, prévu pour le 26 janvier prochain, sera annulé.

Selon «Folha de Sao Paulo», le Brésil confirme que «pour la dernière fois, le gouvernement brésilien permettra cette année le déroulement dans ses eaux territoriales de la régate entre le Cap et Rio de Janeiro».

Le Brésil déclarera, selon «Folha de Sao Paulo», que «l'autorisation n'a pas été la conséquence de pressions extérieures ou intérieures mais qu'elle a été consentie en raison de l'accord donné avant que ne soit annoncée l'interdiction».

télévision

Augmentation de la redevance

C'est l'époque. C'est la saison. Mais on dirait que c'est toujours la même tout au long de l'année : la saison des redevances, des impôts, des taxes, et encore d'autres choses inventées par les classes exploiteuses. En ce moment, c'est le temps des enveloppes du «ministère de l'Économie et des Finances — centre régional de la redevance radio et télévision». Comme cadeau de nouvel an Fourcade, serviteur zélé de la bourgeoisie, nous fait une petite augmentation. Oh, ne nous plaignons pas, le SMIC a bien été augmenté de 3 % ! Mais passer de 140 F à 155 F de redevance annuelle cela fait combien au fait ? Plus de 10 %, non ?...

A propos d'argent, la bourgeoisie qui se plaint sans arrêt de ne pas en avoir, non contente d'extirper un peu plus de sous aux travailleurs, a une façon bien à elle de les utiliser : saviez-vous combien a été payé Folon pour faire son générique sur l'A2 (les hommes qui volent) ? Vous ne devinerez jamais, aussi nous vous donnons la réponse : 100 millions ! Mais il y a encore mieux ! On peut voir un autre générique sur l'A2 fait par Mathieu (une sorte de «A» et «2» tous biscornus), artiste «gouvernemental». Il ne s'est même pas donné la peine de faire une animation. Le prix de ce «chef-d'œuvre» ? Le double de Folon...

Mais tout ceci a finalement du bon car chaque année nous renforce un peu plus dans notre volonté et l'action pour en finir une fois pour toutes avec ce capitalisme géré d'une manière ou d'une autre.

Savez-vous ce que lisent vos enfants ? (3)

La pourriture idéologique

VIOLENCE RÉACTIONNAIRE ET MÉPRIS DE LA FEMME

Nous avons vu comment les revues éditées par la bourgeoisie pour nos enfants constituent de véritables pièges. Une telle entreprise de mystification s'accompagne d'un fatras d'idées réactionnaires. Dans ce sens, chaque page de «Hit», de «Podium», de «Stéphanie» ou encore de «Salut les Copains» est une véritable révélation.

MÉPRIS DE LA FEMME

Ce n'est que racisme, éloge de la violence réactionnaire et surtout mépris de la femme. On peut d'ailleurs faire une nette distinction entre les revues citées ci-dessus et Mademoiselle Age Tendre, qui comme son nom l'indique s'adresse aux jeunes filles. Son numéro de janvier affiche à la une : «Soyez belle grâce aux plantes ; 3 filles qui ont "le truc" : Birkin, Miou-Miou et Adjani ; Guichard fait le coup de charme». Rien à voir avec les autres revues. Même les publicités sont différentes. On y trouve des recettes de cuisine, des méthodes de maquillage. Tout pour faire de «vraies» femmes «féminines», dévouées aux patrons et à la société. Les filles ne méritent que des portraits de Ringo torse nu et l'histoire des idylles des vedettes. Elles n'ont droit qu'au courrier du cœur («Coup de foudre, coup de tête», «Ma rivale : une moto»). Tel est le lot des femmes du peuple à travers les journaux qui ont pour titre *Bonne Soirée, Antoinette, Femmes pratiques, Jours de France*, etc...

VIOLENCE RÉACTIONNAIRE

Les autres revues, s'adressant à un public «plus large», font étalage, en particulier, des conceptions réactionnaires de la violence. C'est ainsi que «Hit» fait son numéro de janvier sur le cinéma : Charles Bronson dans son dernier western, contre les Indiens ; le film «La Chevauchée terrible», «La plus féroce des chasses à l'homme» avec Jim Brown, «Le Nouveau super-dur» dont Raquel Welch, dans une pose évocatrice, dit qu'il est «la plus extraordinaire bête humaine». Un des clous du numéro c'est une page sur les gardes du corps de Ford (notre photo), c'est l'éloge de véritables tueurs qui sont munis «d'un révolver dont la balle peut transpercer six hommes». Et de conclure : «ne vous attaquez pas au président Ford». On jurerait une publicité commandée et arrosée de dollars par la CIA !

Pour terminer le «glorieux» étalage des vertus réactionnaires de ces journaux, revenons à la revue de Claude François qui se distingue particulièrement dans le genre. Celle-ci «organise» de nombreux concours dont — par exemple — la récompense est «six empreintes des lèvres de Clo-Clo plus un cœur d'or» (!) ; elle organise également, pour une gamine de 13 ans, 24 heures à passer en compagnie de Clo-Clo. Quand on apprend un peu plus loin que «Claude ne réprime jamais ses envies amoureuses quand une fille est à côté de lui» on peut mesurer à quel point est dégénérée la bourgeoisie et son idéologie. Il est vraiment nécessaire de passer un bon coup de balai...

FIN

Bientôt à E-100, un nouveau périodique trimestriel
VENT D'EST
Textes traduits de la presse chinoise

Articles, correspondances, débats :
- la lutte contre le droit bourgeois ;
- la formation des travailleurs ;
- bilan du système scolaire en URSS ;
- sommaires de revues scientifiques chinoises ;
- pour les hommes et les femmes : à travail égal, salaire égal ;
- critique du roman «Au bord de l'eau» ;
etc.,

PRÉPAREZ VOS COMMANDES

l'Humanité Rouge

enquête

LARZAC, VERS LA VICTOIRE (1)

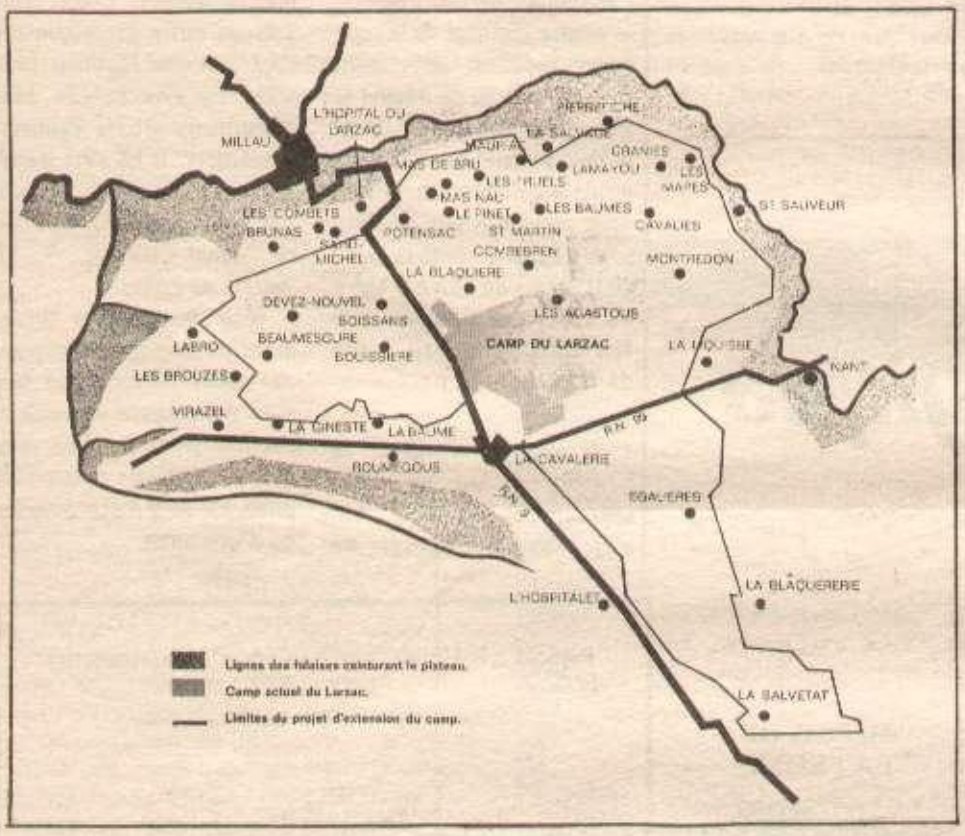
«La terre à ceux qui la cultivent», tels sont les mots écrits sur de nombreux murs de fermes du plateau du Larzac ; tels sont les mots qui expriment bien le fond de cette lutte longue et complexe, entamée par les paysans voici cinq années maintenant, et ayant bénéficié d'un large soutien des masses travailleuses de notre pays.

Les situations complexes, comme celle-ci due à l'affrontement avec l'armée – dont on connaît les aspects négatifs, mais aussi les aspects temporaires positifs quant à la défense nationale face aux superpuissances – doivent être examinées du point de vue de la lutte des classes.

Ainsi, seulement, nous pouvons y voir clair, soutenir les paysans pauvres et les paysans moyens exploités dans leur combat contre les expropriateurs, tout en dénonçant les différentes forces politiques, notamment les prosoviétiques qui n'ont cessé depuis le début de cette lutte de l'utiliser de l'extérieur pour leurs fins politiques étrangères à celle-ci.

Nous sommes allés récemment sur place, dans le but d'améliorer notre connaissance de cette lutte importante, et nous avons rencontré plusieurs paysans travailleurs concernés avec qui nous avons eu de longs entretiens.

La série que nous commençons aujourd'hui est le résultat de ce séjour au Larzac.



Le Larzac, c'est le nom d'un plateau des Causses, planté au sud du Massif Central, et dominant la région méditerranéenne du Languedoc-Roussillon.

C'est une région extrêmement aride, mais ce n'est pas un désert, comme l'ont prétendu les fonctionnaires et autres porte-paroles de l'État bourgeois, dans le but de créer dans l'opinion le sentiment que finalement l'expropriation des paysans n'avait pas de valeur. Au contraire, et les paysans n'ont cessé de le montrer durant ces années de lutte, cette terre, loin d'être un désert, est d'une grande richesse. C'est une vaste étendue d'herbe naturelle – un «gazon» – parsemée de rocs, qui doit sa richesse à son sol calcaire, mais aussi à son climat, le Larzac étant le lieu d'affrontement de masses d'air froid atlantiques et de masses d'air chaud et humide méditerranéennes.

L'ÉLEVAGE DU MOUTON BASE DE L'ÉCONOMIE

Tous ces éléments ont fait que durant des siècles une économie pastorale s'est développée et maintenue sur le plateau ; la présence des moutons sur les «parcours» a réglementé la vie des hommes et de la nature dans une proportion importante. La vente de leur lait, de leur peau, de leur viande, et de leur laine, représente les quatre cinquièmes du revenu des paysans en moyenne.

On compte aujourd'hui environ quatre-vingt-dix exploitations, toutes basées principalement sur l'élevage du mouton.

On retrouve parmi elles toutes les différences nées de la petite production marchande individuelle et accrues encore par la pression du capital monopoleur, représenté dans la région par les différentes firmes de fromage «Roquefort» et comme partout par les industries agro-alimentaires et les banques. Il y a donc ce que l'on peut appeler des petites exploitations par leurs revenus permettant difficilement aux paysans de se maintenir ; ils élèvent leurs moutons sur environ 45 hectares chacun. Jusqu'à d'importantes fermes travaillant sur plusieurs centaines d'hectares – une dépassant les mille hectares – employant de la main-d'œuvre salariée en plus des bergers et accumulant chaque année un certain capital. Entre ces deux extrêmes, la majorité des paysans, ayant pour beaucoup fait de gros efforts de mécanisation, soit individuellement soit en groupement, et qui, si les conditions sont bonnes, arrivent à avoir un revenu leur permettant de «s'en sortir».

Ces différences entre petits, moyens, riches, voire capitalistes, ne sont pas négligeables. Nous ne sommes d'ailleurs pas partisans du mythe de «l'unité éternelle» des cent-trois, car ces différences ont eu une importance dans la conduite de la lutte comme nous le verrons plus loin.

Toutefois, il faut signaler que dans la bataille qui les oppose encore à l'État monopoliste, l'unité est la somme des intérêts qui les associent : sauver 16 000 hectares de l'expropriation.

La somme de toutes ces exploitations du plateau c'est un troupeau de 16 500 ovins, 1 300 000 litres de lait de brebis commercialisable, ou 325 tonnes de Roquefort, 13 000 agneaux et 4 000 brebis destinées à la boucherie.

Ces chiffres sont parlants quant à l'importance économique du plateau dans un département connu pour être l'un des plus pauvres du territoire. Un département où l'exode rural n'a cessé depuis des années de vider ses forces vives, alimentant autant les postes et le chemin de fer en hommes que les gardes mobiles, bras de fer de l'appareil d'État de la grande bourgeoisie – nous verrons également que cela a eu de l'importance au cours de la lutte.

L'EXODE RURAL N'EST PAS NOUVEAU...

Une paysanne du plateau, précisément du village de la Blaquière, nous disait au cours d'une conversation que son village avait encore 22 «feux» il y a une dizaine d'années – c'est-à-dire vingt-deux familles – et qu'il n'y en avait plus que neuf. Les onze qui sont partis étant des paysans pauvres dans l'impossibilité matérielle de continuer à vivre de leur travail, obligés ainsi d'aller à la ville, vendre leurs bras à un patron.

Il est donc clair que le projet du gouvernement Chaban-Delmas de 1970, visant à l'extension du camp militaire, s'il ne s'était pas affronté à la ferme et immédiate détermination des paysans, aurait accéléré la *disparition* irrémédiable des petits paysans et paysans moyens exploités – les riches quant à eux ont toujours la ressource de retrouver de la terre, et même s'ils ont des attaches sentimentales, ce n'est finalement qu'une affaire de déménagement.

On peut noter en passant le cynisme de l'un des arguments de «choc» employé au début par le pouvoir pour justifier la faible importance que cela revêtait à ses yeux : d'après ses savants calculs, 58 exploitations soit 312 personnes étaient condamnées rapidement et 28 soit 117 personnes dans un avenir un peu plus lointain (chiffre de la «Commission d'enquête préalable d'utilité publique»).

Le capitalisme condamnait les paysans pauvres, alors quelle importance d'accélérer un peu le processus...

Et la disparition accélérée des paysans pauvres et moyens n'était pas la seule conséquence : soixante familles ouvrières employées dans les laiteries de Roquefort seraient également réduites au chômage.

En plus de cela, l'extension représentait la destruction immédiate de vestiges archéologiques inestimables, la disparition d'une flore unique en son genre et des espèces animales rares condamnées rapidement.

Ce cadre général tracé, il n'est donc pas l'effet du hasard que cette lutte des paysans du plateau ait bénéficié rapidement du soutien de la classe ouvrière – souvenons-nous de la rencontre mémorable Lip-Larzac en août 1974 – mais aussi de courants d'idées les plus divers (cela n'a d'ailleurs pas été toujours bénéfique, quand on pense par exemple au déferlement négatif de la propagande antimilitariste de quelques petites sectes politiques – mais nous en reparlerons...).

Directrice de publication : Suzanne Marty Distribution : NMPP IMP. La Nouvelle No 756757575 Dépôt légal : 1er trimestre 1976